



jeudi 16 mars 2017

Les grands titres:

- Centrafrique : le gouvernement et l'ONU plaide auprès du Conseil de sécurité pour la poursuite d'un appui international robuste
- Pour ONU Femmes et l'OIT, les employeurs doivent aborder tous les aspects de la violence contre les femmes au travail
- Iraq : les opérations de secours à l'ouest de Mossoul atteignent leur « point de rupture », selon l'ONU
- Centrafrique : la moitié de la population a toujours besoin d'une aide humanitaire d'urgence, selon l'ONU
- Somalie : l'OMS appuie le lancement d'une campagne de vaccination orale contre le choléra
- RDC : la MONUSCO poursuit activement ses recherches des personnes portées disparues au Kasai
- Soudan du Sud: l'OIM condamne l'attaque contre un convoi humanitaire
- Projet de budget américain: le Secrétaire général s'inquiète de l'impact des « coupes brutales » sur les efforts déployés pour réformer l'ONU
- Santé: l'ONU annonce la formation d'un groupe de coordination inter-institutions sur la résistance aux antimicrobiens
- Syrie : l'ONU condamne les dernières attaques terroristes à Damas
- Neuf candidats au poste de Directeur général de l'UNESCO



Centrafrique : le gouvernement et l'ONU plaide auprès du Conseil de sécurité pour la poursuite d'un appui international robuste



d'ensemble de la réunion du Conseil de sécurité consacrée à la situation en République centrafricaine. Photo: ONU / Rick Bajornas

Vue

16 mars - Le Président de la République centrafricaine (RCA), Faustin Archange Touadéra, et le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, Hervé Ladsous, ont plaidé, jeudi, devant le Conseil de sécurité, pour un soutien politique important et le maintien d'une présence « robuste » de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en RCA (MINUSCA) afin de consolider les acquis tangibles enregistrés au cours de l'année écoulée dans le pays.

« Si la situation continue d'évoluer positivement, la [MINUSCA](#) n'a pas vocation à s'éterniser en République centrafricaine », a indiqué [M. Ladsous](#). Louant le « courage » et la « lucidité » de M. Touadéra, « Président de tous les Centrafricains », les membres du Conseil ont répondu favorablement à cet appel, le délégué de la France indiquant qu'il proposerait dans les prochains jours une déclaration présidentielle réaffirmant le soutien du Conseil à la RCA.

« Nous avons parcouru un long chemin: la période de transition, les élections et la mise en place des autorités nationales légitimes », a affirmé le Président centrafricain. « Notre priorité, a-t-il ajouté, reste la sécurité et la pacification de l'ensemble du territoire national ».

M. Touadéra s'est à ce propos félicité de la décision du Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC) et de la faction antibalaka dirigée par Maxime Mokom de rejoindre le processus de désarmement, de démobilisation, de réintégration et de rapatriement (DDRR).

S'il a salué cette avancée, M. Ladsous a rappelé qu'un désarmement fructueux exigeait l'adhésion de tous les groupes armés et la mise en place d'un accord élargi répondant aux doléances des groupes armés et de la population. Une des pierres d'achoppement pourrait être la question de l'amnistie, dont le Président a rappelé qu'elle ne relevait pas de l'exécutif.

Des efforts « éminemment politiques » sont nécessaires, a affirmé le Secrétaire général adjoint. M. Ladsous a par ailleurs averti que les soldats de de la MINUSCA, qui viennent de jouer un rôle crucial dans le retour de la sécurité à Bambari, ne seront pas capables d'assurer la sécurité par la force sur un territoire grand comme la France.

S'agissant du soutien demandé, le Président centrafricain a souligné la nécessité « d'un nombre élevé de forces de défense et de sécurité formées, dotées de moyens adéquats et mobilisées sur le terrain aux côtés des forces des Nations Unies qui agissent pour l'instant seules ».

M. Touadéra s'est en effet dit préoccupé par la lenteur de la formation assurée par la mission militaire de formation PSDC de l'Union européenne en République centrafricaine (EUTM RCA) aux forces de sécurité nationales.

À l'instar du Président de la République centrafricaine de la Commission de consolidation de la paix (CCP), M. Omar Hilale, du Maroc, le Secrétaire général adjoint a demandé que les promesses de dons de 2,2 milliards de dollars formulées lors de la Conférence de Bruxelles de novembre soient honorées.

La situation humanitaire demeure en effet critique. Selon le [Bureau de la coordination des affaires humanitaires en RCA \(OCHA\)](#), plus de la moitié de la population centrafricaine, soit 2,2 millions de personnes, ont besoin d'une assistance alimentaire.

Pour ONU Femmes et l'OIT, les employeurs doivent aborder tous les aspects de la violence contre les femmes au travail



Prévenir le harcèlement sexuel signifie donner aux femmes la possibilité de travailler sur leur lieu de travail », explique Srey Sros, ouvrière dans une usine de confection au Cambodge. « Lorsque le harcèlement sexuel se produit, cela n'affecte pas seulement un individu, cela affecte au niveau collectif ». Photo: ONU Femmes Cambodge / Charles Fox

16 mars - Lors d'une table-ronde organisée jeudi par l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ([ONU Femmes](#)) et l'Organisation internationale du travail (OIT), des intervenants ont prévenu que la tolérance de la violence à l'égard des femmes sur le lieu de travail aura un coût énorme pour les employeurs.

Les intervenants de la discussion intitulée 'Mettre fin à la violence contre les femmes: prévention et action dans le monde du travail' ont exhorté les gouvernements et les institutions à prendre leur responsabilité pour mettre en place des normes et des mesures adéquates pour prévenir ces pratiques.

« La violence contre les femmes a des conséquences à long terme », a déclaré, la Directrice exécutive d'ONU Femmes, [Phumzile Mlambo-Ngcuka](#), en expliquant que les enfants qui ont vu leurs mères et leurs sœurs battues à la maison pourraient eux-mêmes devenir des auteurs de violences ou malheureux lorsqu'ils grandiront.

Mme Mlambo-Ngcuka a également souligné que les femmes pouvaient mourir de violence et éprouver diverses formes de souffrance, y compris des dommages physiques et émotionnels, des traumatismes, des stigmates et un accès limité au marché du travail.

Par ailleurs, les employeurs devraient également payer le prix fort de cette violence subie par les femmes sous la forme d'une perte de productivité, de frais juridiques, d'un roulement élevé du personnel, de congés de maladie et d'un préjudice à la réputation de l'entreprise.

Pour empêcher la violence à l'égard des femmes, les institutions doivent prendre la responsabilité d'aborder la question au niveau global en fixant des normes et en mettant en place des mesures préventives, a souligné la Directrice exécutive.

Pour une approche intégrée : prévention, protection et assistance aux victimes

Directrice du Département des conditions de travail et de l'égalité de l'OIT, Manuela Tomei a déclaré lors de la table-ronde que la violence contre les femmes est une violation des droits humains, une menace pour la sécurité et la santé des femmes et une menace pour l'autonomisation des femmes.

Mme Tomei a indiqué qu'un sondage réalisé par l'OIT et l'institut Gallop a constaté que l'un des trois principaux défis que les femmes rencontrent sur leur lieu de travail est « l'abus et le harcèlement ».

Le monde du travail va au-delà du lieu de travail physique pour inclure les déplacements domicile-travail, les événements sociaux et le foyer a souligné la responsable de l'OIT, soulignant l'importance d'aborder la question grâce à une approche intégrée qui comprend la prévention, la protection et l'assistance aux victimes.

Mme Tomei a annoncé que l'OIT menait des efforts pour établir une nouvelle norme mondiale d'ici 2019 ou 2020 contre la violence et le harcèlement en milieu de travail.

L'événement conjoint de l'OIT et d'ONU Femmes a été organisée en marge de la [61e Commission de la condition de la femme](#) - la plus grande tribune intergouvernementale consacrée aux droits des femmes et à l'égalité des sexes. Cette année, le thème de la Commission porte sur l'autonomisation économique des femmes dans un monde du travail en évolution.

Iraq : les opérations de secours à l'ouest de Mossoul atteignent leur « point de rupture », selon l'ONU



Une jeune fille de neuf ans s'accroche à sa poupée usée, l'un des rares biens qu'elle a réussi à emporter avec elle lorsqu'elle s'est enfuie avec sa famille de la région de Tal al-Ruman, à l'ouest de Mossoul, en Iraq. Photo: UNHCR / Saif Al-Tatooz

16 mars - Alors que les forces iraqiennes combattent toujours l'organisation terroriste Etat islamique en Iraq et au Levant (EIIL) à Mossoul, l'ONU et ses partenaires humanitaires s'efforcent d'obtenir des sites d'urgence prêts à accueillir un exode massif en provenance de l'ouest de la ville, a indiqué jeudi une haute responsable des Nations Unies en Iraq.

« Le nombre de personnes est plus élevé que prévu », a déclaré depuis Bagdad la Coordinatrice humanitaire en Iraq, Lise Grande, lors d'une visioconférence de presse organisée avec des journalistes à New York. « Si le rythme s'accélère, cela va nous pousser jusqu'au point de rupture », a-t-elle ajouté, précisant que si 50.000 civils fuient en une seule journée, le système actuellement en place ne fonctionnera pas correctement.

L'ONU et ses partenaires ont déjà commencé à mettre en place de grandes structures d'entrepôts qui abriteront les familles en attendant « le soutien digne qu'ils méritent », a déclaré Mme Grande. Selon les derniers chiffres donnés par la Coordinatrice, entre 650.000 et 680.000 civils seraient encore présents dans la vieille ville de Mossoul.

« Nous craignons que les civils soient pris au piège dans une situation extrêmement difficile. Les familles qui choisissent de rester sont confrontées à des risques. Les familles qui partent sont également des risques », a déclaré Mme Grande, soulignant que l'EIIL cible les personnes qui essaient de fuir ce qui semble devenir un état de siège prolongé.

Pendant ce temps, les gens qui restent à Mossoul sont sans nourriture et sans eau. Aucun approvisionnement régulier n'a été en mesure d'atteindre la ville depuis la mi-novembre, a déclaré la responsable humanitaire.

Selon des témoignages de gens qui ont pu fuir la ville du nord de l'Iraq, les familles disposant de ressources essaient de vendre ce qu'elles peuvent pour avoir au moins un repas par jour, tandis que d'autres personnes passent plusieurs journées sans manger.

« Que vous restiez ou que vous partiez, les risques sont importants pour les civils », a noté Mme Grande, soulignant que le « plus grand problème est l'eau ».

Environ 1,5 million de civils vivaient à Mossoul lorsque l'opération militaire visant à évincer l'EIIL de la région a commencé le 17 octobre 2016. Dans la partie est de la ville, environ 345.000 personnes ont été déplacées. Parmi elles, environ 70.000 sont rentrées dans leurs foyers en raison de conditions « sûres », a indiqué la Coordinatrice aux journalistes.

La partie ouest de Mossoul est plus densément peuplée. L'espoir de voir un nombre limité de victimes civiles réside dans ce qui est qualifié de « concept humanitaire des opérations ». Adopté par les forces iraqiennes, ce concept interdit le recours aux tirs d'artillerie, oblige les civils à rester dans leurs foyers et fournit des couloirs de sortie humanitaire chaque fois que cela est nécessaire.

Les personnes qui parviennent à fuir sont ensuite contrôlées sur le site de Hammam al-Alil, où les hommes sont séparés des femmes et des enfants. Une fois interrogées et dédouanées de toutes responsabilités, les familles sont réunies. Mme Grande a indiqué que les préoccupations concernent l'eau et l'assainissement dans les sites de contrôles et que le gouvernement avait demandé un appui supplémentaire pour l'aider à corriger ces conditions.

La responsable humanitaire a déclaré que l'ONU et ses partenaires humanitaires travaillent « 24 heures sur 24 » pour aider le gouvernement iraqien à préparer rapidement des sites d'accueil pour les civils déplacés. Les travailleurs humanitaires se voient accordé un site, installent des tentes et des matelas, creusent et construisent des zones d'assainissement, puis

transfèrent les zones aux militaires irakiens qui y amènent des civils par autobus.

L'ONU et ses partenaires fournissent des aliments, de l'eau et d'autres services à plus de 1,4 million de personnes sur ces sites. La coordination entre l'ONU, ses partenaires et le gouvernement est bonne, mais « compliquée », a reconnu Mme Grande, faisant remarquer que les Nations Unies participent chaque jour à 19 forums de coordination incluant des responsables locaux et nationaux.

Centrafrique : la moitié de la population a toujours besoin d'une aide humanitaire d'urgence, selon l'ONU



Le nombre de personnes souffrant de faim en République centrafricaine (RCA) a doublé entre 2015 et 2016. Les conflits et l'insécurité limite la disponibilité et l'accès à la nourriture. Photo: OCHA Gemma Cortes

16 mars - Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA) a alerté jeudi sur la dégradation continue de la situation humanitaire en République centrafricaine (RCA).

Avec la recrudescence de la violence et la multiplication des foyers de tension depuis le mois de septembre 2016 et le premier trimestre 2017, plus de 100.000 nouveaux déplacés ont été enregistrés, portant le nombre total de déplacés internes à 402.240 personnes. Un Centrafricain sur cinq est soit déplacé soit réfugié dans les pays limitrophes, a souligné OCHA dans un communiqué.

Alors que cette situation crée de nouveaux besoins urgents, le financement de l'action humanitaire suit une tendance à la baisse amorcée depuis 2014. Le budget du Plan de réponse humanitaire 2017 pour la RCA d'un montant de 399,5 millions de dollars n'est financé à ce jour qu'à hauteur de 5%, soit 19 millions. En 2016, seuls 37% des 531,5 millions de dollars requis ont été mobilisés. Dans ce contexte, la RCA demeure le seul pays au monde où la moitié de la population doit sa survie à l'aide humanitaire.

« Ne laissons pas la Centrafrique devenir une crise oubliée ou négligée par le reste du monde », ont lancé de concert le Coordonnateur humanitaire par intérim en RCA, Michel Yao, et la Ministre des Affaires sociales et de la réconciliation de la RCA, Virginie Baikoua, aux partenaires techniques et financiers réunis le 15 mars 2017 à Yaoundé, au Cameroun, à l'occasion une session d'information sur la situation humanitaire.

Une situation sur le terrain fragilisée par le sous-financement chronique de l'action humanitaire

Si des progrès indéniables ont été réalisés, 2,2 millions de Centrafricains - soit la moitié de la population - dépend de l'aide humanitaire. « La République centrafricaine demeure une priorité absolue pour la communauté humanitaire » a rappelé M. Yao. Le sous-financement chronique de l'action humanitaire a entraîné une baisse perceptible de l'aide humanitaire en termes qualitatif et quantitatif. Cette baisse de l'aide s'est traduite par une réduction de moitié des rations alimentaires dans plusieurs régions du pays.

Des acteurs humanitaires se sont complètement retirés en divers endroits faute de financement alors qu'ils étaient souvent les seuls à procurer des services sociaux de base. La disparition de ces activités est déplorable notamment dans le secteur de la santé. En 2016, les dernières estimations montraient que 56% des infrastructures de santé étaient tenues par les humanitaires.

En l'absence de financement adéquat, la fragilité de la situation en RCA risque d'hypothéquer les acquis obtenus et pourrait plonger le pays dans une crise humanitaire plus aiguë. M. Yao et Mme Baikoua ont à nouveau appelé à la générosité des donateurs afin de mieux répondre aux nouveaux besoins exprimés en RCA et faire face à ceux qui préexistaient.

Le [Conseil de sécurité](#) doit se réunir jeudi après-midi à New York pour discuter de la situation en RCA. Le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, Hervé Ladsous et le Président de la RCA, Faustin-Archange Touadéra, devaient intervenir devant les membres du Conseil sur les derniers développements en Centrafrique.

Somalie : l'OMS appuie le lancement d'une campagne de vaccination orale contre le choléra



Des agents hospitaliers vaccinent des enfants lors de la première campagne de vaccination orale contre le choléra à l'hôpital Banadir de Mogadiscio, en Somalie. Photo: GAVI / Karel Prinsloo

16 mars - Le gouvernement somalien a lancé mercredi, avec le soutien de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), une campagne de vaccination anticholérique orale ciblant plus de 450.000 personnes à travers sept régions à haut risque du pays.

Il s'agit de la première campagne de vaccination anticholérique orale conduite dans le pays. Elle a lieu à un moment crucial, alors que la Somalie vient de déclarer que les sécheresses qui sévissent actuellement constituent une catastrophe nationale et que le pays redoute une nouvelle famine.

La campagne de vaccination se déroule dans des quartiers choisis de Mogadiscio, de Kismayo et de Beledweyne à travers des sites fixes et mobiles afin d'assurer aux communautés une accessibilité maximale. Les vaccins, qui seront administrés à des personnes à risque âgées d'un an ou plus, sont délivrés lors de deux tournées distinctes, du 15 au 19 mars et du 18 au 22 avril.

« Il s'agit de l'une des plus grandes campagnes de vaccination orale contre le choléra menées en Afrique », a déclaré le Docteur Ghulam Popal, représentant de l'OMS en Somalie. « Cette campagne de vaccination contribuera à réduire le nombre de nouveaux cas de choléra, à interrompre la transmission et à limiter la propagation du choléra », a-t-il précisé.

La Somalie est actuellement confrontée à une épidémie de choléra à grande échelle avec plus de 11.000 cas et 268 décès (taux de mortalité de 2,4%) déclarés dans 11 régions depuis le début de l'année 2017.

Les efforts d'intervention du Ministère somalien de la santé, de l'OMS, et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et des partenaires de la santé comprennent la recherche active et la gestion efficace des cas de choléra, la campagne intensive de chloration des ménages et la sensibilisation des communautés.

La campagne de vaccination orale a été précédée par de vastes efforts de mobilisation sociale pour informer les communautés des avantages, de la disponibilité et de la nécessité du vaccin. L'OMS rappelle que la vaccination est une mesure préventive contre le choléra qui complète, mais ne remplace pas, les autres mesures traditionnelles de lutte contre le choléra telles que l'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement ainsi que les mesures et interventions d'hygiène.

La Somalie connaît une crise humanitaire depuis plusieurs années en raison des conflits, de l'insécurité, des déplacements de population et d'accès limités au système de santé. Cette situation est davantage aggravée par la sécheresse, la malnutrition et le manque d'accès à l'eau potable et aux installations sanitaires.

Si la sécheresse actuelle et l'insécurité alimentaire persistent, le nombre de cas de choléra risque d'augmenter. Des mesures préventives comme le vaccin oral contre le choléra peuvent atténuer ces chiffres et sauver des vies.

La campagne de vaccination est appuyée par le Groupe de travail mondial sur le contrôle du choléra, l'alliance pour les vaccins Gavi, l'UNICEF et les partenaires de la santé dans ses différentes étapes de planification et de mise en œuvre. L'OMS apporte également son soutien à la campagne dans les domaines de la planification, de l'organisation et du suivi.

RDC : la MONUSCO poursuit activement ses recherches des personnes portées disparues au Kasai



Des véhicules de la Mission des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUSCO) en patrouille. Photo MONUSCO/Sylvain Liechti

16 mars - La Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) a indiqué jeudi poursuivre activement ses recherches dans la province du Kasai Central pour retrouver les deux membres du groupe d'experts des Nations Unies portés disparus ainsi que leurs quatre accompagnateurs congolais.

Les deux experts onusiens portés disparus font partie du Groupe d'experts indépendant sur la RDC chargé de contrôler la mise en œuvre du régime des sanctions, dont un embargo sur les armes, en particulier dans le Nord et le Sud-Kivu et en Ituri. Le groupe d'experts fait rapport au Conseil de sécurité conformément à la [résolution 1533](#).

Dès le lendemain de l'annonce de leur disparition dimanche dernier, ces recherches ont été déclenchées par des civils ainsi que par des patrouilles terrestres et aériennes menées par les troupes de la MONUSCO, a précisé la Mission dans un communiqué.

En déplacement mercredi à Kananga, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, [Maman Sambo Sidikou](#), a réaffirmé la détermination de la Mission à poursuivre ces recherches et a salué la coopération avec le gouvernement congolais. M. Sidikou a également lancé un appel à tous ceux qui auraient des informations à les partager avec la MONUSCO – un appel qu'il a réitéré jeudi sur Twitter au cinquième jour de la disparition des deux experts et de leurs quatre accompagnateurs.

La milice Kamwina Nsapu est active au Kasai Central depuis août 2016. Depuis le mois de décembre 2016, la MONUSCO a graduellement augmenté sa capacité opérationnelle dans le Kasai, conformément à son mandat. A l'heure actuelle, la mission de maintien de la paix en RDC dispose d'une présence effective à Kananga, à Tshimbulu, à Luiza ainsi qu'à Kabeya Kamwanga.

Soudan du Sud: l'OIM condamne l'attaque contre un convoi humanitaire



Des travailleurs humanitaires chargent un avion avec des kits de survie pour être distribués au Soudan du Sud. (archives) Photo: Organisation internationale pour les migrations (OIM)

16 mars - Le Directeur général de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), William Lacy Swing, a condamné jeudi l'attaque contre un convoi humanitaire transportant du personnel de l'OIM, des travailleurs de la santé et des civils, dans le comté de Yirol Est, au Soudan du Sud.

Mardi, un convoi humanitaire de retour de mission en direction d'Yirol d'une mission a été pris en embuscade par des individus armés non-identifiés. L'OIM a confirmé le décès de deux personnes tuées par balles. Trois autres personnes ont été blessées dont un agent de santé de l'OIM victime d'une blessure par balle qui se trouve actuellement dans un état stable. L'identité et la motivation des agresseurs restent inconnues.

« Cette attaque tragique contre les travailleurs humanitaires et les civils est effroyable. L'agression a eu lieu dans une région du Soudan du Sud qui a un grand besoin d'aide en raison d'une épidémie de choléra mortelle », a déclaré M. Swing. « Dans un pays submergé par l'énorme manque de produits de première nécessité en raison du conflit, de la famine et des épidémies, ces attaques nuisent certainement à la capacité des partenaires humanitaires de venir en aide à des millions de personnes dans le besoin », a-t-il ajouté.

Une équipe de 12 personnes de l'OIM-(WASH) chargée de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène avait été déployée le 17 février au centre du Soudan du Sud pour venir en aide aux communautés affectées par une épidémie de choléra qui a commencé début février, avec 300 cas et 10 décès rapportés à ce jour.

Le personnel de santé de l'OIM appuyait quatre unités de traitement du choléra dans le comté de Yirol Est en étroite collaboration avec les travailleurs de la santé sur le terrain pour assurer des activités coordonnées de mobilisation sociale.

Afin d'atténuer la propagation du choléra, le personnel de l'OIM WASH a également entrepris la réhabilitation des puits de forage, la promotion de l'hygiène et la distribution de fournitures d'hygiène, y compris des tablettes de purification d'eau, pour atteindre plus de 25.000 personnes.

Sur l'ensemble du territoire du Soudan du Sud, l'OIM répond aux besoins urgents de millions de personnes touchées par la crise qui a éclaté en décembre 2013. Cette année, plus de 7,5 millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire, dont près de 5 millions sont confrontées à une grave insécurité alimentaire et 1,8 million sont déplacés à l'intérieur du pays.

Dans un environnement opérationnel déjà difficile, l'insécurité et les accès restreints entravent constamment la capacité de l'OIM et des autres agences humanitaires d'atteindre les personnes plus vulnérables dans de nombreuses régions du Soudan du Sud.

Projet de budget américain: le Secrétaire général s'inquiète de l'impact des « coupes brutales » sur les efforts déployés pour réformer l'ONU



des Nations Unies /John Isaac

Drapeau

16 mars - Le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a réaffirmé jeudi son plein engagement à réformer l'ONU et est prêt à discuter avec les États-Unis et tout autre État membre de la meilleure manière de créer une Organisation plus rentable pour faire face aux énormes défis auxquels est confrontée la communauté internationale.

Un communiqué de presse du porte-parole du Secrétaire général, Stéphane Dujarric, précise que M. Guterres a pris connaissance du projet de budget 2018 de la Maison-Blanche, soulignant que le processus budgétaire américain, qui est complexe et long, n'est pas encore terminé.

« Le Secrétaire général exprime sa gratitude pour l'appui que les États-Unis ont offert aux Nations Unies pendant toutes ces années, en tant que plus grand contributeur de l'Organisation », a déclaré son porte-parole, soulignant que M. Guterres est totalement engagé à réformer l'ONU pour qu'elles soient à la hauteur des objectifs et produisent des résultats de la manière la plus efficace et la plus rentable possible.

Le communiqué souligne toutefois que des coupes brutales peuvent forcer l'adoption de mesures ad hoc qui compromettront l'impact des efforts de réforme à plus long terme.

« Le Secrétaire général souscrit pleinement à la nécessité de lutter efficacement contre le terrorisme, mais est convaincu que cette lutte requiert plus que des dépenses militaires », a indiqué son porte-parole. « Traiter les moteurs du terrorisme requiert des investissements constants dans la prévention et le règlement des conflits, la lutte contre l'extrémisme violent, le maintien et la consolidation de la paix, le développement durable et inclusif, le renforcement et le respect des droits de l'homme et des réponses en temps voulu aux crises humanitaires », précise le communiqué.

« La communauté internationale fait face à des défis mondiaux énormes qui ne peuvent être relevés que par un système multilatéral fort et efficace, dont les Nations Unies demeurent un pilier fondamental », a conclu le porte-parole du Secrétaire général.

Santé: l'ONU annonce la formation d'un groupe de coordination inter-institutions sur la résistance aux antimicrobiens



Vice-secrétaire générale de l'ONU, Amina Mohammed (à gauche), au côté de la Directrice générale de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Margaret Chan, lors d'une conférence de presse sur la résistance aux antimicrobiens. Photo: ONU / Mark Garten

16 mars - L'Organisation des Nations Unies a annoncé jeudi la création d'un groupe de coordination inter-institutions sur la résistance aux antimicrobiens, coprésidé par la Vice-secrétaire générale de l'ONU, [Amina Mohammed](#), et la Directrice générale de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), [Margaret Chan](#).

« En entrant dans l'ère du développement durable, je tiens à souligner que la résistance aux antimicrobiens pose réellement une menace redoutable à la réalisation des [Objectifs de développement durable \(ODD\)](#), en particulier dans nos pays en développement », a déclaré Mme Mohammed lors d'une conférence de presse organisée au siège de l'ONU à New York. La Vice-Secrétaire générale a indiqué que la création de ce groupe pour combattre la résistance aux antimicrobiens et apporter des conseils pour cet effort mondial signalait la prise au sérieux de la gravité de cette menace par les États Membres.

En septembre dernier, ces derniers ont adopté la Déclaration politique de la [Réunion de haut niveau sur la résistance aux antimicrobiens](#) qui comportait une demande au Secrétaire général de l'ONU de créer un tel organe.

Mme Mohammed a rappelé que la résistance aux antimicrobiens était un « problème multisectoriel » affectant la santé humaine et animale, l'agriculture, ainsi que l'environnement mondial et le commerce.

Le Directrice générale de l'OMS a déclaré que la résistance aux antibiotiques est déjà en train de prolonger la maladie dans le monde entier et que la Déclaration politique était un engagement vital pour aider à combattre le fléau à un niveau mondial.

Mme Chan a déclaré que le groupe inter-institutions appuierait les gouvernements à travers le monde, et apporterait des conseils sur l'utilisation et l'abus des antibiotiques pour les personnes et le bétail.

La cheffe de l'OMS a promis que le groupe, nommé par le Secrétaire général de l'ONU, « commencerait à travailler immédiatement ».

Le groupe sera composé de représentants de haut niveau d'agences de l'ONU, d'autres organisations internationales et d'experts individuels dans différents secteurs, y compris la santé animale, l'agriculture et l'environnement. Il produira un rapport au Secrétaire général pour la prochaine session de l'Assemblée générale des Nations Unies prévue en septembre 2018.

Syrie : l'ONU condamne les dernières attaques terroristes à Damas



L'Envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mistura. Photo ONU/Violaine Martin (archives)

16 mars - L'Envoyé spécial des Nations Unies pour la Syrie, Staffan de Mistura, a condamné les attentats perpétrés mercredi à Damas.

Le jour du sixième anniversaire du début du conflit de Syrie, la capitale du pays a été frappée par deux attaques terroristes survenues à deux heures d'intervalles.

Selon de premières informations rapportées par la presse, au moins une vingtaine de personnes auraient été tuées dans ces deux attentats. Samedi dernier, Damas avait

déjà été secouée par une double attaque qui a fait 74 morts.

« Ces attaques ont coûté la vie à des civils innocents », a déclaré M. de Mistura dans un communiqué publié par son bureau mercredi soir. « Elles sont également clairement préparées pour ruiner les actions en vue de maintenir les pourparlers politiques », a-t-il précisé.

L'Envoyé spécial a appelé à mettre fin à toutes les attaques perpétrées contre des civils en Syrie. Il a également réitéré son appel au plein respect du cessez-le-feu qui est contesté par des violations sur le terrain.

« Au lendemain de la dernière réunion d'Astana et en prévision de Genève, les actions des perturbateurs visant à saper le processus politique doivent être empêchées », a souligné M. de Mistura.

Neuf candidats au poste de Directeur général de l'UNESCO



Siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) à Paris, en France. Photographie: UNESCO

16 mars - Le Président du Conseil exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, [Michael Worbs](#), a officiellement annoncé jeudi aux Etats-membres de l'organisation les noms des neuf candidats briguant le poste de Directeur général de l'UNESCO.

Les candidats dont les dossiers de candidature ont été reçus par le [Conseil exécutif](#) dans le délai qu'il a fixé sont les suivants:

- M. Polad Bülbüloğlu, de l'Azerbaïdjan

- M. Pham Sanh Chau, du Viet Nam

- Mme Moushira Khattab, de l'Egypte

- M. Hamad Bin Abdulaziz Al-Kawari, du Qatar

- M. Qian Tang, de la Chine

- M. Juan Alfonso Fuentes Soria, du Guatemala

- M. Saleh Al-Hasnawi, de l'Iraq

- Mme Vera El-Khoury Lacoeylle, du Liban

- Mme Audrey Azoulay, de la France

Le Directeur général est proposé par le Conseil exécutif de l'UNESCO et nommé par la [Conférence générale](#) pour une période de quatre ans. La titulaire actuelle du poste, Irina Bokova, a été élue à la tête de l'organisation en novembre 2009, puis réélue pour un deuxième mandat en octobre 2013.

Les neuf candidats – trois femmes et six hommes - seront interviewés au cours de la [201e session du Conseil](#) les mercredi 26 et jeudi 27 avril 2017. La personne sera désignée par le Conseil exécutif par un vote à bulletin secret lors d'un scrutin organisé pendant la 202e session du Conseil en octobre 2017.

Le Président du Conseil transmettra le nom du candidat proposé à la Conférence générale lors de sa 39e session en novembre 2017. La Conférence générale examinera cette proposition et élira, au scrutin secret, la personne proposée par le Conseil exécutif.

Toute l'information relative aux candidats et à la procédure de désignation du Directeur général de l'UNESCO est disponible sur le [site](#) du Conseil exécutif.